



ERRATUM

ERRATUM

**Sous-commission paritaire de l'industrie des
carrières de petit granit et de calcaire à tailler
des provinces de Liège et de Namur**

**Paritair Subcomité voor het bedrijf der
hardsteengroeven en der groeven van uit te
houwen kalksteen in de provincies Luik en
Namen**

**CCT n° 131975/CO/102.02
du 11/12/2015**

**CAO nr. 131975/CO/102.02
van 11/12/2015**

Correction du texte néerlandais :

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- A l'article 2, troisième alinéa, le texte doit être corrigé comme suit : "Indien echter de beslissing tot opschorting van de arbeid in het weekend valt, wordt zij aan het personeel ter kennis gebracht via de uitzending van het journal van de "RTBF" (uitzending van 17 uur en/of 19 uur, de **vooravond** van de dag **waarop** de arbeid normaal gesproken had moeten hervat worden, 't is te zeggen gemeenlijk op zondag)."

- In artikel 2, derde lid, moet de tekst als volgt verbeterd worden : "Indien echter de beslissing tot opschorting van de arbeid in het weekend valt, wordt zij aan het personeel ter kennis gebracht via de uitzending van het journal van de "RTBF" (uitzending van 17 uur en/of 19 uur, de **vooravond** van de dag **waarop** de arbeid normaal gesproken had moeten hervat worden, 't is te zeggen gemeenlijk op zondag)."

Décision du

Beslissing van

28 -07- 2016

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur

Neerlegging-Dépôt: 18/12/2015
Regist.-Enregistr.: 03/03/2016
N°: 131975/CO/102.02

Convention collective de travail du 11 décembre 2015

Sécurité d'existence

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur.

Par "ouvriers" sont visés : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II.

Indemnité en cas de chômage pour cause de gel, neige ou verglas et/ou pour raisons économiques

Art. 2. Sans préjudice des dispositions des articles 27 et 50 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les ouvriers visés à l'article 1er ont droit, à charge de leur employeur, au paiement d'une allocation journalière en cas de suspension totale ou partielle du travail, par suite de gel, de neige ou de verglas et/ou pour des raisons d'ordre économique.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, l'employeur, en accord avec la délégation syndicale ou, à son défaut, avec la majorité du personnel, décide de l'opportunité de l'arrêt total ou partiel du travail pour les causes énumérées à l'alinéa 1er du présent article, de la date de cet arrêt et de la date de la reprise totale ou partielle du travail.

Cependant en cas de décision de suspension de travail intervenant pendant le week-end, celle-ci est portée à la connaissance du personnel par l'émission du journal parlé de la "RTBF" (émission de 17 heures et/ou 19 heures, la veille du jour où le travail aurait dû normalement reprendre, c'est-à-dire en général le dimanche).

Art. 3. La décision concernant la reprise du travail et la date de la reprise est communiquée au personnel par l'émission du journal parlé de la "RTBF" (émission de 17 heures et/ou de 19 heures).

Art. 4. Les causes étrangères à l'entreprise, telles l'immobilisation partielle ou totale des moyens de transport, la suspension du travail chez les fournisseurs ou les acheteurs, ne peuvent donner lieu au paiement de l'indemnité si l'employeur, ayant dû pour ces seuls motifs étrangers arrêter le travail, met son personnel en chômage de ce chef.

Art. 5. En cas de nécessité et sans qu'il y soit toutefois recouru systématiquement, l'employeur a la possibilité d'occuper les travailleurs visés à l'article 1er dans un autre secteur non atteint par les intempéries et/ou non atteint par les raisons économiques et à des occupations conformes à leurs capacités.

Art. 6. Le montant de l'indemnité journalière (exprimé en euro) est fixé conformément aux grilles suivantes, évoluant en fonction du nombre de personnes à charge du travailleur :

a) Depuis le 1er janvier 2014 :

| | Enfants à charge | | | | | | |
|-----------------------------|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Indemnité journalière (EUR) | 10,70 | 11,57 | 12,56 | 12,56 | 12,56 | 12,56 | 12,56 |

b) A partir du 1er janvier 2016 :

| | Enfants à charge | | | | | | |
|-----------------------------|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Indemnité journalière (EUR) | 11,20 | 12,07 | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 |

Art. 7. Les journées donnant droit à l'indemnité ainsi fixée sont celles indemnisées en application de la réglementation en matière de chômage. Toutefois, l'indemnité visée par la présente convention collective de travail est aussi octroyée, toutes autres conditions étant remplies, aux ouvriers qui sont exclus du bénéfice des allocations de chômage, dans les cas suivants :

1. lorsqu'ils ne satisfont pas aux conditions de stage requises par la réglementation en matière de chômage;
2. lorsqu'ils ont atteint l'âge de 65 ans;

3. lorsqu'ils font l'objet d'une sanction dans le cadre de la réglementation en matière de chômage.

Art. 8. Les ouvriers visés à l'article 1er ont droit au paiement de l'indemnité pour autant :

- a) qu'ils soient restés sans interruption au service de leur employeur dans la même entreprise pendant au moins un mois précédant immédiatement l'arrêt de l'entreprise;
- b) qu'ils ne comptent pas, dans l'entreprise, plus de jours d'absence injustifiée qu'ils ont de mois de présence, avec un maximum de neuf jours au cours des douze mois précédant l'arrêt pour cause de gel, neige ou verglas et/ou pour raisons économiques;
- c) qu'ils n'aient pas, avant la date du paiement de l'indemnité, remis un préavis de rupture du contrat de travail ou reçu congé de leur employeur pour motif grave;
- d) qu'ils fournissent à l'employeur la preuve de leur chômage par toute voie de droit et notamment par la production :
 - soit de leur carte de contrôle établie par l'Office national de l'emploi;
 - soit d'un certificat du bureau local de pointage, attestant qu'ils se sont présentés au contrôle pendant la période considérée.

Art. 9. L'indemnité journalière dont mention à l'article 6 n'est due aux ouvriers visés par la présente convention collective de travail que si, pendant les heures précédant immédiatement la suspension du travail (par exemple la veille), ils ont accepté de dégager les emplacements de circulation et de travail pour permettre de poursuivre le travail jusqu'à la suspension ordonnée par l'employeur.

Ce travail doit s'effectuer dans les conditions normales de sécurité pour les intéressés.

Art. 10. L'indemnité n'est pas octroyée pour les journées d'intempéries dues au gel, à la neige ou au verglas et/ou pour raisons économiques survenant en période de grève ou de lock-out.

Art. 11. L'allocation est payée directement au travailleur par l'employeur qui l'occupe.

L'allocation est payée le jour habituel de paiement des salaires se rapportant à la période au cours de laquelle l'arrêt du travail s'est produit ou à une date à convenir entre l'employeur et la délégation syndicale.

CHAPITRE III. *Durée de l'indemnisation*

Art. 12. Les allocations fixées au chapitre II sont dues à concurrence d'un maximum de 45 jours ouvrables en régime de travail de cinq jours par semaine pour l'exercice 2015. Il en est de même pour 2016. Le fonds de sécurité d'existence affectera un montant pour compléter l'indemnité de sécurité d'existence pour les entreprises confrontées à un chômage économique plus important.

CHAPITRE IV. *Validité*

Art. 13. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2015 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2016.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2015

Bestaanszekerheid

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen vallen.

Onder "arbeiders" wordt verstaan : de arbeiders en arbeidsters.

HOOFDSTUK II.

Vergoeding bij werkloosheid wegens vorst, sneeuw of ijzel en/of wegens economische redenen

Art. 2. Ongeacht de bepalingen van artikels 27 en 50 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten hebben de in artikel 1 bedoelde arbeiders recht op de betaling, ten laste van hun werkgevers, van een dagelijkse vergoeding in geval van gehele of gedeeltelijke opschorting van de arbeid wegens vorst, sneeuw of ijzel en/of wegens economische redenen.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst beslist de werkgever, met het akkoord van de vakbondsafvaardiging of, bij ontstentenis, van de meerderheid van het personeel, over de gepastheid van de gehele of gedeeltelijke stopzetting van de arbeid wegens de in de eerste alinea van dit artikel opgesomde redenen, over de datum van de stopzetting en over de datum van gehele of gedeeltelijke hervatting van de arbeid.

Indien echter de beslissing tot opschorting van de arbeid in het weekend valt, wordt zij aan het personeel ter kennis gebracht via de uitzending van het journaal van de "RTBF" (uitzending van 17 uur en/of 19 uur, de dag ^{volgend van de} ~~voor~~ de arbeid normaal gesproken had moeten hervat worden, t.t.z. gemeenlijk op zondag).

Art. 3. De beslissing omtrent de hervatting van de arbeid en de datum van die hervatting wordt aan het personeel meegedeeld via de uitzending van het journaal van de "RTBF" (uitzending van 17 uur en/of 19 uur).

Art. 4. Oorzaken die niet afhankelijk zijn van de onderneming, zoals de gedeeltelijke of de totale stillegging van het vervoer, de schorsing van de arbeid bij leveranciers of kopers, kunnen geen aanleiding geven tot de betaling van de uitkering indien de werkgever, die enkel om deze bedrijfsvreemde redenen de arbeid moet staken, zijn personeel om die reden werkloosheid oplegt.

Art. 5. In geval van nood, zonder dat daar echter systematisch van gebruik van mag gemaakt worden, heeft de werkgever de mogelijkheid de in artikel 1 bedoelde werknemers te werk te stellen in een andere, niet door weersomstandigheden en/of economische redenen getroffen, sector en in werkzaamheden die overeenkomen met hun bekwaamheden.

Art. 6. Het bedrag van de dagelijkse vergoeding (uitgedrukt in euro) wordt vastgesteld overeenkomstig de volgende schalen, die evolueren naargelang het aantal personen ten laste van de werknemer:

a) Sinds 1 januari 2014 :

| | 0 | 1 | 2 | Kinderen ten laste 3 | 4 | 5 | 6 |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|----------------------------|-------|-------|-------|
| Dagelijkse vergoeding (EUR) | 10,70 | 11,57 | 12,56 | 12,56 | 12,56 | 12,56 | 12,56 |

b) Vanaf 1 januari 2016 :

| | 0 | 1 | 2 | Kinderen ten laste 3 | 4 | 5 | 6 |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|----------------------------|-------|-------|-------|
| Dagelijkse vergoeding (EUR) | 11,20 | 12,07 | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 |

Art. 7. De dagen die recht geven op de aldus vastgestelde vergoeding zijn die welke worden vergoed bij toepassing van de werkloosheidsreglementering. De in deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde vergoeding wordt evenwel ook toegekend, indien alle andere voorwaarden vervuld zijn, aan de arbeiders die van het genot van werkloosheidsuitkeringen uitgesloten zijn, en wel in volgende gevallen :

1. wanneer zij de voorwaarden inzake stage die door de werkloosheidsreglementering worden gesteld, niet vervullen;
2. wanneer zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt;
3. wanneer te hunnen opzichte overeenkomstig de werkloosheidsreglementering een sanctie werd toegepast.

Art. 8. De in artikel 1 bedoelde arbeiders hebben recht op de uitbetaling van de vergoeding indien :

- a) zij zonder onderbreking in hetzelfde bedrijf in dienst bleven van hun werkgever gedurende minstens één maand onmiddellijk voorafgaand aan het stilleggen van het bedrijf;
- b) zij in het bedrijf niet meer dagen ongewettigde afwezigheid tellen dan maanden aanwezigheid, met een maximum van negen dagen in de loop van de twaalf maanden die de stopzetting wegens vorst, sneeuw, ijzel en/of economische redenen voorafgaan;
- c) zij, voor de datum van uitbetaling van de vergoeding, geen aanzegging van verbreking van de arbeidsovereenkomst hebben ingediend of niet door hun werkgever ontslagen werden wegens dringende redenen;
- d) zij aan hun werkgever het bewijs van hun werkloosheid leveren door eender welk rechtsmiddel, meer bepaald door het voorleggen van :
 - ofwel hun door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening uitgereikte controlekaart;
 - ofwel een attest van het plaatselijk stempelkantoor ten bewijze van het feit dat zij zich gedurende de periode in kwestie ter controle hebben aangeboden.

Art. 9. De in artikel 6 bedoelde dagvergoeding is slechts aan de in deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde arbeiders verschuldigd indien zij, gedurende de uren die de opschorting van de arbeid onmiddellijk voorafgaan (bv. de dag ervoor), aanvaard hebben de doorgangs- en arbeidsplaatsen vrij te maken om de arbeid te kunnen voortzetten tot de door de werkgever bevolen opschorting.

Deze arbeid moet onder gewone veiligheidsvoorwaarden voor de betrokkenen verricht worden.

Art. 10. De vergoeding wordt niet toegekend voor de dagen slecht weer wegens vorst, sneeuw of ijzel en/of wegens economische werkloosheid tijdens periodes van staking of lock-out.

Art. 11. De vergoeding wordt rechtstreeks aan de werknemer betaald door de werkgever die hem tewerkstelt.

De betaling van de vergoeding gebeurt op de gewone dag van de uitbetaling van het loon voor de periode waarin de arbeid werd geschorst of op een tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging overeen te komen datum.

HOOFDSTUK III. *Duur van de tegemoetkoming*

Art.12. De in hoofdstuk II vastgelegde vergoedingen zijn verschuldigd tot een maximum van 45 werkdagen in het vijfdagenweekstelsel voor het boekjaar 2015. Hetzelfde geldt voor 2016. Het fonds voor bestaanszekerheid zal een bedrag bestemmen om de bestaanszekerheidsvergoeding bij te passen voor de ondernemingen die geconfronteerd worden met een grotere economische werkloosheid.

HOOFDSTUK IV. *Geldigheidsduur*

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016.